

MISSION LOCALE du HAUT VAUCLUSE

Association

**Siège social : 45 Cours Victor Hugo
84 600 VALREAS**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31.12.2025

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE HAUT VAUCLUSE relatifs à l'exercice clos le 31.12.2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association MISSION LOCALE HAUT VAUCLUSE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants de l'annexe des comptes annuels exposés dans les « Règles et méthodes Comptables » relatifs au changement comptable dans la présentation des comptes avec la première application du règlement ANC 2022-06 et au litige URSSAF de 2020.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les fonds dédiés figurant au passif et dans la rubrique de l'annexe 'Variation des fonds dédiés' :

Nous avons apprécié la bonne et correcte application du critère de détermination des fonds dédiés et validé l'évaluation chiffrée de ceux-ci figurant dans les comptes annuels.

Une part de la subvention 2025 au titre du Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) a été affectée en fonds dédiés.

Les autres appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association MISSION LOCALE HAUT VAUCLUSE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.
S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à AVIGNON, le 7 mai 2026
Le Commissaire aux comptes
IFAC AUDIT, représenté par
RE REMY



Bilan Actif

| | | 31/12/2025 | | | 31/12/2024 |
|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | | Brut | Amort. et Dépréc. | Net | Net |
| Règlement ANC 2022-06 | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | Frais d'établissement (I) | | | | |
| | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| | Frais de développement | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 7 942 | 2 554 | 5 389 | 1 435 |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| | Imm. inc. en cours, avances et acomptes | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | Installations techniques, mat. et outillage indus. | | | | |
| | Autres immobilisations corporelles | 252 049 | 193 443 | 58 606 | 58 429 |
| | Imm. corp. en cours, avances et acomptes | | | | |
| | BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES | | | | |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | | | | |
| | Participations | | | | |
| | Titres imm. de l'activité de portefeuille | | | | |
| | Créances rattachées à des participations | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | |
| | Prêts | | | | |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | Autres immobilisations financières | 3 752 | | 3 752 | 3 600 |
| | TOTAL (II) | 263 743 | 195 996 | 67 747 | 63 465 |
| | STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | 15 500 | | 15 500 | 8 625 |
| | En-cours de production | | | | |
| | Produits finis | | | | |
| | Marchandises | | | | |
| | Avances et Acomptes versés sur commandes | 423 | | 423 | 15 |
| | CREANCES (2) | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | | | | |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| | Autres créances | 468 514 | | 468 514 | 192 551 |
| | Charges constatées d'avance | 9 294 | | 9 294 | 13 844 |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | |
| | Instruments financiers et jetons détenus | | | | |
| | Disponibilités | 1 480 360 | | 1 480 360 | 1 746 597 |
| | TOTAL (III) | 1 974 090 | | 1 974 090 | 1 961 631 |
| | Frais d'émission des emprunts (IV) | | | | |
| | Primes de remboursement des emprunts (V) | | | | |
| | Ecart de conversion et différences d'évaluation | | | | |
| | Actif (VII) | | | | |
| | TOTAL ACTIF (I à VII) | 2 237 833 | 195 996 | 2 041 837 | 2 025 096 |

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

| | | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--------------------------|------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| FONDS PROPRES | Fonds propres sans droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise | | |
| | Fonds propres statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | Réserves | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | | |
| | Autres | | |
| | Report à nouveau | 970 877 | 803 554 |
| | Excédent ou déficit de l'exercice | 162 331 | 167 324 |
| | Total des fonds propres (situation nette) | 1 133 208 | 970 877 |
| | Fonds propres consommables | | |
| | Subventions d'investissement | 1 334 | 2 856 |
| | Provisions réglementées | | |
| | Total des autres fonds propres | 1 334 | 2 856 |
| | Total des fonds propres | 1 134 542 | 973 733 |
| Fonds reportés et dédiés | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| | Fonds dédiés sur subventions d'exploitation | 254 023 | 442 610 |
| | Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes | | |
| | Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public | | |
| | Total des fonds reportés et dédiés | 254 023 | 442 610 |
| Provisions | Provisions pour risques | 326 000 | 326 000 |
| | Provisions pour charges | 106 634 | 98 036 |
| | Total des provisions | 432 634 | 424 036 |
| DETTES (1) | DETTES FINANCIERES | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit | | |
| | Emprunts et dettes financières divers (2) | | |
| | Instruments financiers à terme | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | DETTES D'EXPLOITATION | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 32 459 | 42 050 |
| | Dettes des legs ou donations | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 157 167 | 105 515 |
| | DETTES DIVERSES | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | 31 012 | 37 151 |
| | Produits constatés d'avance (1) | | |
| | Total des dettes | 220 638 | 184 717 |
| | Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif | | |
| | TOTAL PASSIF | 2 041 837 | 2 025 096 |
| | Résultat de l'exercice exprimé en centimes | 162 330,77 | 167 323,66 |
| (1) | Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours) | 220 638 | 184 717 |
| (2) | Dont emprunts participatifs | | |

Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06

| | | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| | | 12 mois | 12 mois |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Cotisations | | |
| | Vente de biens et services | | |
| | Ventes de biens | | |
| | dont ventes de dons en nature | | |
| | Ventes de prestations de service | | |
| | dont parrainages | | |
| | Produits de tiers financeurs | | |
| | Concours publics et subventions | 1 809 607 | 1 945 247 |
| | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| | Ressources liées à la générosité du public | | |
| | Dons manuels | | |
| | Mécénats | | |
| | Legs, donations et assurances-vie | | |
| | Contributions financières | | |
| | Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions | | 61 774 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Utilisations des fonds dédiés | 442 610 | 471 208 |
| | Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | | |
| | Autres produits | 2 338 | 79 |
| | Total des produits d'exploitation | 2 254 555 | 2 478 308 |
| | Achats de marchandises | | |
| | Variation de stocks | | |
| | Achats de matières et autres approvisionnements | | |
| | Variation de stocks | | |
| | Autres achats et charges externes | 342 099 | 312 336 |
| | Aides financières | | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 92 644 | 92 037 |
| | Salaires | 1 067 247 | 1 147 653 |
| | Cotisations sociales | 299 515 | 285 555 |
| | Dotation aux amortissements et dépréciations | 28 038 | 20 885 |
| | Dotation aux provisions | 8 598 | 10 305 |
| | Reports en fonds dédiés | 254 023 | 442 610 |
| | Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées | | |
| | Autres charges | 72 | 5 |
| | Total des charges d'exploitation | 2 092 235 | 2 311 388 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 162 320 | 166 920 |

Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

| | | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 162 320 | 166 920 |
| PRODUITS FINANCIERS | De participation | 11 | 74 |
| | D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés | | |
| | Reprises sur dépréciations et provisions | | |
| | Différences positives de change | | |
| | Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie | | |
| | Produits des immobilisations financières cédées | | |
| Total des produits financiers | | 11 | 74 |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| | Intérêts et charges assimilées | | |
| | Différences négatives de change | | |
| | Valeurs comptables des immobilisations financières cédées | | |
| | Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie | | |
| Total des charges financières | | | |
| RESULTAT FINANCIER | | 11 | 74 |
| RESULTAT COURANT avant impôts | | 162 331 | 166 994 |
| Produits exceptionnels | | | 2 550 |
| Charges exceptionnelles | | | 2 221 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | | 329 |
| Participation des salariés aux résultats | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | |
| TOTAL DES PRODUITS | | 2 254 566 | 2 480 932 |
| TOTAL DES CHARGES | | 2 092 235 | 2 313 608 |
| EXCEDENT ou DEFICIT | | 162 331 | 167 324 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | |
| Dons en nature | | 72 112 | 58 380 |
| Prestations en nature | | 2 850 | 3 920 |
| Bénévolat | | | |
| TOTAL | | 74 962 | 62 300 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | |
| Secours en nature | | 72 112 | 58 380 |
| Mise à disposition gratuite de biens | | | |
| Prestations | | 2 850 | 3 920 |
| Personnel bénévole | | | |
| TOTAL | | 74 962 | 62 300 |

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 041 837** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 254 566** euros et un total **charges** de **2 092 235** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **162 331** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12** mois.

Les notes ou tableaux ci après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Objet social

La Mission Locale du Haut Vaucluse exerce une mission de service public pour l'orientation et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans, confiée par l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics, chacun dans son champ de compétence.

Dans le cadre de sa mission de service public pour l'emploi, la Mission Locale a pour objet de :

- concourir à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'une politique locale d'insertion sociale et professionnelle des jeunes âgés de 16 à 25 ans, dans sa zone territoriale d'intervention.
- organiser localement une intervention globale au service des jeunes, de 16 à 25 ans révolus, en quête d'un emploi durable et d'une autonomie sociale ;
- accompagner tous les jeunes sortis du système scolaire, avec ou sans qualification, en particulier ceux ayant le moins d'opportunités, dans la perspective de leur insertion professionnelle et sociale;
- s'assurer du respect de l'obligation de formation des jeunes âgés de seize à dix-huit ans.

Missions sociales réalisées

Les missions sociales de l'association correspondent, conformément aux objectifs statutaires de celle-ci, à :

- Repérer, accueillir, informer et orienter les jeunes,
- Accompagner les parcours d'insertion,
- Agir pour l'accès à l'emploi et à la formation,
- Gérer les différents dispositifs qui lui sont confiés par l'Etat ou toute autre collectivité publique, en sa qualité de Mission Locale,
- Observer le territoire et apporter une expertise,
- Développer une ingénierie de projets et animer le partenariat local.
- Lutter contre le décrochage scolaire

Règles et Méthodes Comptables

Description des moyens mis en oeuvre

Les principaux moyens mis en oeuvre par l'association afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont notamment les suivants :

- Une superficie de 778 km²
- 40 communes,
- 3 communes avec Quartiers prioritaires Politique de la Ville : Bollène, Orange, Valréas
- 22 communes en ZRR : Zones de revitalisation rurale. Brantes, Entrechaux, St-Léger-du-Ventoux, Savoillan. Auxquelles se sont ajoutées en 2017, Buisson, Cairanne, Crestet, Faucon, Grillon, Puyméras, Rasteau, Richerenches, Roaix, Sablet, Saint- Marcellin-les-Vaison, Saint-Romain-en Viennois, Saint-Roman-de-Malgarde, Séguret, Vaison-la-Romaine, Valréas, Villedieu, Visan.

La Mission Locale du Haut Vaucluse favorise un accueil de proximité, avec 4 antennes et 7 lieux de permanence.

Au 31/12/2025 :

- L'effectif global est de 34 salariés.

Règles générales

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- le Code de Commerce notamment ses articles L123-12 à L123-15 ;
- la loi n° 83 353 du 30 avril 1983 ;
- le décret n° 83 1020 du 29 novembre 1983 ;
- Le règlement de l'ANC n° 2022-06 relatif au plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable résultant d'un changement de réglementation

À compter de l'exercice 2025, la société applique de manière prospective le nouveau Plan Comptable Général issu du règlement ANC n°2022-06

Règles et Méthodes Comptables

Cette réforme a entraîné une modification de la présentation des états financiers, sans impact sur les méthodes d'évaluation.

Les comptes de l'exercice précédent ont été établis selon l'ancien référentiel comptable et n'ont pas été retraités selon les nouvelles dispositions.

En conséquence, les données comparatives peuvent ne pas être totalement homogènes avec celles de l'exercice en cours.

Nature des changements

Les principaux impacts concernent :

- le reclassement de certains produits et charges auparavant comptabilisés en résultat exceptionnel, désormais intégrés au résultat d'exploitation ou financier,
- la suppression des comptes de transferts de charges, remplacés par des comptes de produits spécifiques,
- l'adaptation des rubriques du bilan et du compte de résultat selon la nouvelle nomenclature.

Tableau de passage - Principaux reclassements et impacts

Les principaux reclassements opérés sont les suivants :

| Poste concerné | Ancienne présentation | Nouvelle présentation (PCG 2025) | Montant | Impact |
|---------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------|-------------|--------|
| Transfert de charges d'exploitation | Transfert de charges (791) | Produit d'exploitation | 71 304,09 € | Note 1 |
| Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat | Produit exceptionnel | Produit d'exploitation | 1 500,02 € | Note 2 |

Notes explicatives relatives aux reclassements

Note 1 – Suppression des transferts de charges

La réforme comptable a supprimé le mécanisme des transferts de charges.

Désormais, les indemnités d'assurance, refacturations ainsi que les remboursements de charges sont directement comptabilisés en produits d'exploitation.

Au titre de l'exercice, les montants concernés se décomposent comme suit :

Règles et Méthodes Comptables

- Remboursements HUMANIS : 9 652,28€ €
- Aides à l'embauche : 30 923,33€
- Remboursements UNIFORMATION: 29 654.99€
- Remboursement de tickets restaurants périmés : 1 073.49€

Ces reclassements sont sans incidences sur le résultat d'exploitation.

Note 2 – Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat

La Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat est désormais comptabilisée en produits d'exploitation, conformément au nouveau référentiel.

Le montant concerné est de 1 500,02 €.

Ce reclassement à une incidence positive sur le résultat d'exploitation de 1 500,02€.

Synthèse de l'impact global

L'impact cumulé des reclassements est le suivant :

| Indicateur | Impact |
|-------------------------|--------------|
| Résultat d'exploitation | + 1 500,02 € |
| Résultat financier | 0 € |
| Résultat exceptionnel | - 1 500,02 € |
| Résultat net | 0 € |

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euro.

Informations générales complémentaires

La continuité d'exploitation est conditionnée au renouvellement des subventions obtenues.

Il en résulte que l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités, concernant l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée si ces subventions n'étaient pas reconduites.

Règles et Méthodes Comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes:

| Catégorie | Mode | Durée |
|--------------------------------------|----------|-------------|
| Construction | Linéaire | 10 à 50 ans |
| Agencements et Aménagements | Linéaire | 5 à 15 ans |
| Logiciels | Linéaire | 2 à 3 ans |
| Matériels et outillages | Linéaire | 3 à 10 ans |
| Matériel de transport | Linéaire | 3 à 7 ans |
| Matériel de bureau | Linéaire | 3 à 10 ans |
| Mobilier | Linéaire | 3 à 10 ans |
| Autres immobilisations incorporelles | Linéaire | 2 à 10 ans |
| Autres immobilisations corporelles | Linéaire | 1 à 10 ans |

Règles et Méthodes Comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Autres éléments significatifs

Garantie Jeunes - CEJ / Fonds dédiés

Dans une note d'information en juillet 2019, la DGEFP recommande aux Missions Locales de suivre les recommandations de la CNCC concernant la comptabilisation de la subvention garantie jeune.

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés:

- En charges dans le poste « engagements à réaliser sur ressources affectées », les dons et legs reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture
- En produits dans le poste « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

Suite à la fiche d'information de la DGEFP du 15 mars 2019, à la communication du Président de l'UNML du 20 mars 2019, à la décision du conseil d'administration du 12 avril 2019 et à la note d'information de la DGEFP de juillet 2019, la comptabilisation de la subvention Garantie Jeunes /Contrat Engagement Jeunes a été faite conformément à l'avis rendu par la CNCC en juillet 2017 en utilisant les fonds dédiés pour la part de subvention non utilisée au 31 décembre.

Règles et Méthodes Comptables

En l'absence de note contraire à ce jour, le montant de la subvention 2025 afférent à l'activité Garantie jeunes/CEJ a été traité conformément à :

- l'avis rendu par la CNCC de juillet 2017,
 - la fiche d'information DGEFP du 15 03 2019
 - la note d'information DGEFP de juillet 2019
- en utilisant les fonds dédiés.

La provision des engagements à réaliser Garantie jeunes / CEJ en fonction des dates d'entrées des jeunes dans le dispositif s'élève à 254 023 €.

Valorisation des contributions volontaires

Charges supplétives (avantage en nature)

Le montant de l'avantage en nature pour l'année 2025 correspondant aux charges payées par la collectivité pour la Mission Locale du Haut Vaucluse s'élève à 72 112 euros (mise à disposition de locaux).

Le montant valorisé correspondant au bénévolat s'élève à 2 850 euros.

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Une provision pour charge a été comptabilisée au titre de cet exercice comme l'an passé.

Le calcul de la provision pour indemnité de départ à la retraite a été calculé avec un taux d'actualisation de 2%, comme les années précédentes, pour pouvoir assurer une meilleure comparaison sur ce poste.

Le montant de la provision au 31/12/2025 s'élève à 106 633,77€

Les hypothèses retenues sont :

- Départ volontaire à 64 ans
- Rotation lente
- Taux de charges sociales 35%

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 5 000 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes;

Règles et Méthodes Comptables

Litige URSSAF

Dans une décision administrative du 03/06/2020, l'URSSAF a estimé que notre mission locale ayant le statut de GIP, ne peut pas bénéficier de la réduction générale de cotisation dite loi Fillon. Nous avons saisi la commission de recours amiable de l'URSSAF le 28/07/2020. A la suite du refus de recours amiable de l'URSSAF, nous avons fait une requête devant le tribunal judiciaire pôle social le 07/06/2021 par l'intermédiaire de notre avocat.

Le jugement de la cour d'appel de Nîmes du 11 avril 2024 déboute l'URSSAF de ses demandes.

La cour d'appel de Nîmes a procédé à la radiation de l'affaire le 26 septembre 2024.

L'URSSAF a demandé le 28 janvier 2025 le réenrolement de l'affaire et la fixation d'une audience à la cour d'appel de Nîmes.

L'impact potentiel de la perte de la réduction des cotisations dite "Fillon" et ses conséquences peuvent être évalué à environ 326 k€ pour les quatre dernières années 2018, 2019, 2020 et 2021.

Ce risque est provisionné à 100%

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

En vertu de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, les dirigeants bénévoles (Président Trésorier, Secrétaire) de la Mission Locale du Haut Vaucluse ne sont pas rémunérés, mais bénévoles, conformément à l'article "9.2 Conseil d'administration" des statuts de l'association.

Il n'y a pas de rémunération et d'avantage en nature versés à ce titre.

D'autre part, notre association emploie 3 salariés cadres:

- Directrice
- Responsable de secteur
- Responsable de secteur

qui assurent la gestion et le suivi de la Mission Locale.

Les rémunérations brutes des trois plus hauts cadres de l'association s'élèvent à 116 164,51 € pour l'exercice 2025.

Il n'existe pas d'avantage en nature.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

| Valeurs brutes début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | | | Valeurs brutes au 31/12/2025 |
|---------------------------------------|--------------------------|--------------|-------------|----------|------------------------------------|
| | Augmentations | | Diminutions | | |
| | Réévaluations | Acquisitions | Virt p.à p. | Cessions | |

| | | | | | | |
|---------------|--------------------------------------------------|----------------|---------------|--|--|----------------|
| INCORPORELLES | Frais d'établissement et de développement | | | | | |
| | Autres | 3 756 | 4 186 | | | 7 942 |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 3 756 | 4 186 | | | 7 942 |
| CORPORELLES | Terrains | | | | | |
| | Constructions sur sol propre | | | | | |
| | sur sol d'autrui | | | | | |
| | instal. agencement aménagement | | | | | |
| | Instal technique, matériel outillage industriels | | | | | |
| | Instal., agencement, aménagement divers | 48 750 | 9 111 | | | 57 861 |
| | Matériel de transport | | | | | |
| | Matériel de bureau, informatique et mobilier | 175 317 | 18 871 | | | 194 188 |
| | Emballages récupérables et divers | | | | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 224 067 | 27 982 | | | 252 049 |
| FINANCIERES | Participations | | | | | |
| | Créances rattachées à des participations | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | 3 600 | 152 | | | 3 752 |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 3 600 | 152 | | | 3 752 |
| TOTAL | | 231 423 | 32 320 | | | 263 743 |

Amortissements

Règlement ANC 2022-06

| | Durée ou taux | Mode d'amts | Amortissements début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | Amortissements au 31/12/2025 |
|---------------|--------------------------------------------------|-------------|---------------------------------|--------------------------|-------------|------------------------------|
| | | | | Dotations | Diminutions | |
| INCORPORELLES | Frais d'établissement et de développement | | | | | |
| | Fonds commercial | | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | | 2 321 | 233 | | 2 554 |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 2 321 | 233 | | 2 554 |
| CORPORELLES | Terrains | | | | | |
| | Constructions sur sol propre | | | | | |
| | sur sol d'autrui | | | | | |
| | instal. agencement aménagement | | | | | |
| | Instal technique, matériel outillage industriels | | | | | |
| | Autres instal., agencement, aménagement divers | | 27 271 | 7 017 | | 34 288 |
| | Matériel de transport | | | | | |
| | Matériel de bureau, mobilier | | 138 366 | 20 788 | | 159 154 |
| | Emballages récupérables et divers | | | | | |
| | TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 165 637 | 27 805 | | 193 443 |
| TOTAL | | | 167 958 | 28 038 | | 195 996 |

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

| | Dotations | | | Reprises | | | Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice |
|--------------------------------------------------|---------------------------------|----------------|----------------------------|---------------------------------|----------------|----------------------------|---------------------------------------------------------|
| | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | | | | |
| Fonds commercial | | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| TOTAL IMMOB INCORPORELLES | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | | | | |
| sur sol d'autrui | | | | | | | |
| instal, agencement, aménag. | | | | | | | |
| Instal. technique matériel outillage industriels | | | | | | | |
| Instal générales Agencet aménagt divers | | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | | | | | | |
| Emballages récupérables, divers | | | | | | | |
| TOTAL IMMOB CORPORELLES | | | | | | | |
| Frais d'acquisition de titres de participation | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| TOTAL GENERAL NON VENTILE | | | | | | | |

Provisions

| Règlement ANC 2022-06 | | Début exercice | Augmentations | Diminutions | | 31/12/2025 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------|---------------|-------------|---------------|----------------|
| | | | | Utilisées | Non utilisées | |
| PROVISIONS REGLEMENTEES | Provisions pour hausse des prix | | | | | |
| | Provisions pour amortissements dérogatoires | | | | | |
| | Provisions fiscales pour prêts d'installation | | | | | |
| | Provisions autres | | | | | |
| | PROVISIONS REGLEMENTEES | | | | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | Pour litiges | 326 000 | | | | 326 000 |
| | Pour garanties données aux clients | | | | | |
| | Pour amendes et pénalités | | | | | |
| | Pour pertes de change | | | | | |
| | Pour pensions et obligations similaires | | | | | |
| | Pour impôts | | | | | |
| | Pour renouvellement des immobilisations | | | | | |
| | Pour gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| | Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | | |
| | Autres | 98 036 | 8 598 | | | 106 634 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | 424 036 | 8 598 | | | 432 634 |
| TOTAL GENERAL | | 424 036 | 8 598 | | | 432 634 |
| Dont dotations et reprises | | | 8 598 | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles | | | | | | |



Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

| | | 31/12/2025 | 1 an au plus | plus d'1 an |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------|----------------|--------------|
| CRÉANCES | Créances rattachées à des participations | | | |
| | Prêts | | | |
| | Autres immobilisations financières | 3 752 | | 3 752 |
| | Clients douteux ou litigieux | | | |
| | Autres créances clients | | | |
| | Créances représentatives des titres prêtés | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | 4 941 | 4 941 | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| | Impôts sur les bénéfices | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | | | |
| | Autres impôts, taxes versements assimilés | | | |
| | Divers | 445 603 | 445 603 | |
| | Groupe et associés | | | |
| | Débiteurs divers | 17 970 | 17 970 | |
| | Charges constatées d'avance | 9 294 | 9 294 | |
| | TOTAL DES CREANCES | 481 560 | 477 808 | 3 752 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | | |
| Remboursements obtenus en cours d'exercice | | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | | | | |

| | | 31/12/2025 | 1 an au plus | 1 à 5 ans | plus de 5 ans |
|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------|---------------|
| DETTES | Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| | Autres emprunts obligataires | | | | |
| | Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine | | | | |
| | Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine | | | | |
| | Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 32 459 | 32 459 | | |
| | Personnel et comptes rattachés | 55 326 | 55 326 | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 96 636 | 96 636 | | |
| | Impôts sur les bénéfices | | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | | | | |
| | Obligations cautionnées | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | 5 205 | 5 205 | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| | Groupe et associés | | | | |
| | Autres dettes | 31 012 | 31 012 | | |
| | Dette représentative de titres empruntés | | | | |
| | Produits constatés d'avance | 254 023 | 254 023 | | |
| | TOTAL DES DETTES | 474 661 | 474 661 | | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | | |
| Emprunts dettes associés (personnes physiques) | | | | | |

Variation des Fonds Propres

| Règlement ANC 2022-06 | Fonds propres clôture 31/12/2024 | Affectation du résultat N-1 | Augmentation | Diminution ou consommation | Fonds propres clôture 31/12/2025 |
|----------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|----------------|-------------------------------|-------------------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | |
| Réserves pour projet de l'entité | | | | | |
| Autres réserves | | | | | |
| Report à nouveau | 803 554 | 167 324 | | | 970 877 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 167 324 | (167 324) | 162 331 | | 162 331 |
| Situation nette | 970 877 | | 162 331 | | 1 133 208 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 2 856 | | | 1 521 | 1 334 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 973 733 | | 162 331 | 1 521 | 1 134 542 |



Variation des Fonds Dédiés

| | Fonds dédiés clôture 31/12/2024 | Reports | Utilisations | | Transferts | Fonds dédiés clôture 31/12/2025 | |
|--------------------------------------------|---------------------------------------|---------|-------------------|-----------------------------|------------|------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | Montant global | dont rembour- sements | | Montant global | dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subventions d'exploitation | 442 610 | 254 023 | 442 610 | | | 254 023 | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| SUB CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE 24 | | | | | | | |
| SUB CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE 25 | | | | | | | |
| Contributions financières d'autres org. | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| TOTAL | 442 610 | 254 023 | 442 610 | | | 254 023 | |



Charges constatées d'avance

| | Période | Montants | 31/12/2025 |
|-----------------------------------------------|---------|----------|------------|
| Charges constatées d'avance - EXPLOITATION | | 9 294 | 9 294 |
| Charges constatées d'avance - FINANCIERES | | | |
| Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES | | | |
| TOTAL | | | 9 294 |



Informations sur les montants octroyés au cours de l'exercice

Information sur les montants des concours publics et les subventions octroyés au cours de l'exercice

| | SUBVENTIONS ETAT |
|-----------------------|------------------|
| CPO | 1 359 677€ |
| PARRAINAGE | 12 200 € |
| ACTIONS DIVERSES | 14 960 € |
| POLITIQUE DE LA VILLE | 5 500€ |

| | COLLECTIVITES TERRITORIALES |
|----------------------------------------------------|-----------------------------|
| CONSEIL REGIONAL | 110 269€ |
| CONSEIL DEPARTEMENTAL | 32 060 € |
| ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION INTERCOMMUNALE | 93 507€ |
| COMMUNES | 57 774 € |

| | ORGANISMES PUBLICS |
|----------------|--------------------|
| FRANCE TRAVAIL | 95 083€ |

| | AUTRES |
|----------------------------------|---------|
| MISSION LOCALE DU PAYS SALONNAIS | 10 555€ |

| | AUTRES ORGANISMES |
|--------|-------------------|
| AUTRES | 16 518€ |

MISSION LOCALE du HAUT VAUCLUSE

Association

**Siège social : 45 Cours Victor Hugo
84 600 VALREAS**

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS 31.12.2025

Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

Nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Personnes concernées : les communes de Valréas, Bollène, Vaison-la-Romaine : les maires des communes et membres contributeurs de l'Association.

- Convention de Mise à disposition de locaux par les communes de :

- Valréas : **Montant** évalué : 22.644 €
- Bollène : **Montant** évalué : 23.629 €
- Vaison-la-Romaine : **Montant** évalué : 18.803 €

- Convention de Mise à disposition de services (ménage et eau) par les communes de :

- Valréas : **Montant** évalué : 4.183 €
- Bollène : **Montant** évalué : 933 €
- Vaison-la-Romaine : **Montant** évalué : 1.920 €

TOTAL : 72.112 €

Fait à AVIGNON, le 7 mai 2026
Le Commissaire aux comptes
IFAC AUDIT, représenté par
REMY RE